

Solidaires 30

Le journal de l'Union syndicale **Solidaires 30**

SNABF Solidaires Union SNUI Sud Trésor Solidaires Sud Caisse d'Epargne
Sud Conseil Général Sud Crédit Agricole Mutuel Sud Education Sud Etudiants
Solidaires Industrie Développement Durable Sud Mairie de Nîmes-SIFP Sud Rail
Sud Pompiers Sud Collecte Propreté Urbaine Sud PTT Sud Santé - Sociaux
Solidaires Retraité(e)s 30 Sud Transports Urbains Sud Travail Affaires Sociales



N° 13 - juin - 2014

Sommaire :

- Edito, p.1
- SUD Rail : bilan de la grève, p.2
- Chronique de la lutte au dépôt Nîmes, p.3, 4
- Solidaires 30 en action le 15 mai, p.5
- Journée d'action de Solidaires Finance, p.6
- Mouvement contre la réforme des rythmes scolaires, p.7
- Grèves aux collèges à Remoulins et Saint Gilles, p.8, 9
- Les enseignant-e-s "racailles" de Beaucaire, p.9
- Congrès SUD Santé-Sociaux 30, p.10
- Grève IFME, p.11
- Grogne au Crédit agricole, p.11
- AG Solidaires 30, p.12
- Rencontre Retraités SUD Rail, p.13
- Action "esclavage=réparations", p.14
- Manif antifasciste à Nîmes, p.15, 16
- Observatoire contre les discriminations à Alès, p.17
- "l'affaire STCN", p.18

Comme le disait si poétiquement *Les négresses vertes*, « Voilà l'été ». Respirer et prendre le temps de vivre nos vies... Farniente, playa, siesta pour récupérer d'une longue année.

Une année marquée par une liste trop longue de mauvais coups entre le Pacte de responsabilité, le blocage des salaires des fonctionnaires et une politique gouvernementale de droite au service des puissants.

Autant de raisons de continuer à nous battre.

Autant de raisons pour faire vivre au niveau local comme au niveau national la campagne de Solidaires : « Les capitalistes nous coûtent cher ».

Autant de raisons pour continuer à construire notre outil syndical, soit un projet syndical de transformation sociale au service des salarié-e-s.

Un projet syndical vivant comme le prouve notre actualité locale, avec en premier lieu la grève des cheminot-e-s, qui même si elle laisse un goût amer à ses acteurs et actrices, n'en demeure pas moins un point d'appui.

Les cheminot-e-s nous ont montré le chemin.

Le chemin de la lutte collective et de l'action pour enfin en finir avec ce mouvement social depuis trop longtemps atone et timoré.

Le chemin qui, nous le rappelle le vieux slogan de la Première internationale, fera que « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes ».

Nos camarades de SUD PTT 30 dans les bureaux de Poste du Gard en lutte contre les restructurations, les personnels des hôpitaux contre les fermetures de centres médicaux, les enseignant-e-s et personnels territoriaux contre la réforme des rythmes scolaires ou contre le manque de moyens, les salarié-e-s de l'IFME ou encore les intermittent-e-s du spectacle, à Nîmes comme ailleurs, l'ont bien compris. Ils et elles ne lâchent rien et c'est tant mieux...

Ne comptons que sur nos forces, et elles seules.

La lutte continue...

Jérémie et Isa (Solidaires 30)

SNCF : les cheminot-es en grève durant près de 2 semaines



Durant près de deux semaines, chaque jour les Assemblées Générales de grévistes ont reconduit la grève à la SNCF.

Soutenu-es par les fédérations CGT et SUD-Rail, les cheminot-es avaient quatre revendications principales :

- Réintégration de l'ensemble du système ferroviaire dans une seule entreprise publique.
- Arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies.
- Annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires
- Maintien du RH 0077 et du Statut, qu'il faut améliorer et étendre à tous les salarié-es du secteur ferroviaire

Chaque jour, la direction SNCF a annoncé la fin de la grève mais elle refusait de négocier ; elle porte une part importante de responsabilité, par les nombreuses restructurations qui désorganisent l'entreprise publique, par le recours accru à la sous-traitance et aux filialisations, par la violence au travail infligée aux salarié-es.

Le gouvernement a clamé à plusieurs reprises que « sa porte était ouverte », mais c'était pour signer un accord inutile avec les fédérations UNSA et CFDT qui n'appelaient pas à la grève ; cette dernière a même choisi de jouer ouvertement les briseurs de grève. Le gouvernement a maintenu l'examen de son projet de loi par l'Assemblée nationale à compter du 17 juin, en refusant de le revoir fondamentalement comme l'exigent les grévistes.

Les député-es du Front de Gauche sont venu-es au secours du gouvernement PS, en prétendant régler le conflit social par leurs amendements au projet de loi. Le secrétaire général de la CGT, qui voyait déjà la reprise du boulot après 3 jours de grève, a alors remis le couvert voyant « des avancées » dans des amende-

ments qui entérinent le fractionnement en trois entreprises ! Dans un communiqué commun, les fédérations CGT et SUD-Rail rétablissaient la vérité quant à la portée réelle des amendements adoptés dans un hémicycle quasi-désert ; mais la manœuvre de division a porté ses fruits. Ceci a été rendu possible parce que, dès le début, les taux de grévistes étaient très inégaux, fragilisant le caractère pleinement interservices et national du mouvement. Samedi 21 juin, au 11ème jour de grève, seules quelques assemblées générales avaient décidé la reconduction du mouvement.

Entre amertume et espoir

Bien sûr, la déception est grande de n'avoir pas gagné. Mais la lutte des cheminot-es est porteuse d'acquis futurs :

- Le rapport de forces créé pèsera dans les prochaines négociations au sein de la SNCF,
- L'unité syndicale entre les fédérations SUD-Rail et CGT, prolongeant l'unité à la base, n'a pas failli : de l'adoption d'une plate-forme revendicative unitaire en janvier, jusqu'à la fin de cette séquence de grève. Pourtant, plus d'une fois, patrons de la SNCF et ministère ont renoué avec les méthodes habituelles dans ce type de conflit, en entretenant des contacts réguliers avec la fédération CGT et en boycottant SUD-Rail. L'unité des grévistes, le poids des Assemblées Générales ont fait échouer la manipulation.
- Ce mouvement montre qu'il est possible de construire une grève nationale reconductible, et ce n'est pas rien de rappeler cela, par les faits, dans une période où l'espoir, l'envie de lutter, ont parfois tendance à s'estomper.

La fédération SUD-Rail a fortement contribué à créer les conditions de ce mouvement reconductible :

- En menant une campagne d'information de l'ensemble des travailleurs-ses du rail, en continu durant près de 2 ans.
- En organisant des formations dans les syndicats, pour des centaines d'adhérent-es, sur les enjeux de la « réforme du système ferroviaire ».
- En liant dans ses propositions aux cheminot-es, revendications, explications des projets gouvernementaux et patronaux, et débat sur la stratégie d'action à mettre en œuvre pour gagner.
- En créant les conditions d'une unité syndicale interfédérale, notamment par la proposition d'une plate-forme unitaire CGT/UNSA/SUD-Rail qui a donné confiance aux cheminot-es pour se lancer dans l'action.

Dans un tel mouvement, les unions syndicales inter-professionnelles ont pour rôle de faire connaître le plus largement possible les expressions des grévistes et des syndicats qui les soutiennent mais aussi, par exemple, de s'adresser aux usagers. Le droit au transport pour tous et toutes est un sujet éminent syndical, le soutien aux grèves aussi : plusieurs Solidai-

res locaux ont impulsé des diffusions de tracts aux usagers. Nationalement, l'Union syndicale Solidaires a publiquement soutenu la grève et relayé le bulletin quotidien édité par la fédération SUD-Rail.

Fédération ^{Solidaires} SUD Rail

Chronique de la grève au dépôt de Nîmes



Parce qu'une grève vit quand ses acteurs et actrices la prennent en main...

Petit florilège des échos jour après jour du mouvement sur le dépôt de Nîmes.

12 juin : Ce matin à l'AG la grève est reconduite pour une durée de 24h après un vote à bulletin secrets (112 "reconduction" et 2 "abstention"). Au niveau régional, les chiffres cumulés des AG de grévistes : 638 "reconduction", 1 "suspension", 4 "abstention". Décision de diffuser à la Gare de Nîmes, le lendemain, vendredi à 7h, aux usagers un tract intersyndical d'explication des raisons de la grève. Cet après midi, une cinquantaine de grévistes se sont rassemblé-e-s devant la permanence de Dumas (PS). Essentiellement des CGTistes (dont beaucoup de jeunes), 5 SUD Rail et 1 FO. Au niveau de Solidaires 30, nous étions 5 présent-e-s. Une délég a été reçue par l'attaché parlementaire de Dumas qui a justifié "poliment" la justesse de la réforme.

(Jérémy, Solidaires 30)

13 juin : AG d'aujourd'hui, devant l'ECT sous la gare. Présence plus nombreuse des grévistes. Très

bien ! Prise de parole des OS en présence de journalistes de France 3 et de La Marseillaise. Le vote : 134 reconductions, 1 abstention, et 1 suspension. A l'issue du vote, les directeurs de l'ECT et de l'EEV sont venus répondre (plus que partiellement) aux questions des cheminots. Le compte n'y est naturellement pas. Pire, pour Cécile Lothe-Pagès (directrice EEV), la réforme est nécessaire et celle proposée aujourd'hui par le gouvernement et Pépy est peut-être la moins néfaste, voire la meilleure pour la SNCF. Après cette AG, les grévistes ont rejoint le Dépôt de Nîmes par les voies.

(Eric, SUD Rail Nîmes)

14 juin : Ce matin au dépôt SNCF pas mal de monde, pour un samedi matin, à l'AG. D'ailleurs ça a été le même constat sur la région. La mobilisation ne faiblit pas malgré le levé de grève de L'Unsa-Cheminots et de la CFDT. Bien au contraire, tout le monde a été surpris quant au nombre de participants à l'AG pour un samedi, et les craintes d'affaiblissement du mouvement par la même occasion se sont estompées. Mieux encore : pour 85 votants, 85 pour la reconduction du mouvement.

(James, SUD Santé-Sociaux 30).



15 juin : La mobilisation ne faiblit pas, bien au contraire ! Mes craintes du début du week-end se sont momentanément dissipées. Les cheminots restent unis et déterminés. Les trois OS appellent à la reconduction. A l'issue du vote, 154 reconductions et 1 suspension. Énorme ! Demain, piquet de grève géant organisé aux ateliers de Courbessac, puis occupation des voies 1 et 2 au niveau du Poste 3. Formation d'un cortège, banderole et militants des trois OS en tête, qui part du Dépôt et descend tout le boulevard jusqu'à la Préfecture de Nîmes. Le préfet était prêt à nous recevoir, mais seulement mercredi (la demande d'audience n'aurait visiblement pas été faite dans les temps), et à la seule condition que nous ne squattions pas le parvis de la Préfecture. Réponse unanime des cheminots: "On arrive !!!" Le boulevard Talabot a ainsi été partiellement coupé durant 20 minutes. Sur place, aucune évolution de la position des officiels. Du coup, je suis invité par les collègues de Solidaires 30 à leur réunion de bureau. Sympa. D'autant plus que chaque jour, ils ont été présents à nos côtés dans la lutte. Merci à eux !

(Eric, SUD Rail Nîmes)

17 juin : Ce matin, à 06h00, petit piquet de grève à l'entrée du Dépôt de Nîmes. Après l'AG de 11h00 ce matin, un cortège se rendra à la Préfecture, où le préfet devrait enfin recevoir les OS. Je vous l'ai dit hier, je ne pourrai y être. Ceux qui ont des téléphones professionnels ont reçu les SMS de la boîte concernant les discussions parlementaires et les 5 "enjeux" de la réforme.

Je vous enverrai un compte-rendu de l'Assemblée Générale plus tard.

(Eric, SUD Rail Nîmes)

18 juin : Ce matin, à 06h00, petit piquet de grève à l'entrée du Dépôt de Nîmes. Après l'AG de 11h00 ce matin, un cortège se rendra à la Préfecture, où le préfet devrait enfin recevoir les OS. Ceux qui ont des téléphones professionnels ont reçu les SMS de la boîte concernant les discussions parlementaires et les 5 "enjeux" de la réforme. Les camarades sont chauffés à blanc. Dépôt de pétards sur les voies au niveau du Dépôt, à Manduel et Jonquières Saint-Vincent, certains sont allés vidanger une partie de la conduite générale d'un train d'Euro Cargo. Rails plantés devant le Dépôt de Nîmes (le système de frein, en gros, para los que no hablan). Certes, le train est resté planté pendant 50 minutes. La grève atteint son huitième jour, et beaucoup de cheminots commencent à trouver le temps long. Le blocage des négociations, le peu d'informations arrivant de Paris, finissent par en agacer certains. Pour demain, piquet de grève dès 05h30 en gare, avec si tout va bien distribution de tracts et de café aux usagers. Assemblée Générale à 11h00 en gare de Nîmes (arche 107 plus précisément) avec interpellation des directions de EEV et de l'ECT. Restons attentifs à ce qui se discute à l'Assemblée Nationale. Notre avenir s'y décide en ce moment-même. Quel que soit le résultat du vote (si vote il y a aujourd'hui), il pourrait bien signifier pour notre réglementation le chant du cygne...

(Eric, SUD Rail Nîmes)

Solidaires 30 en action le 15 mai lors de la grève Fonction publique

Le 15 mai, Solidaires 30 appelait à la journée d'action et de grève fonction publique. Un peu moins d'un millier de personnes : essentiellement CGT, puis petits cortèges de la CFDT, UNSA et FSU. En queue de cortège, marquant leur différence avec le reste de l'intersyndicale, les OS qui se prononçaient dans leur appel clairement pour l'abrogation du **Pacte de responsabilité** à savoir les cortèges de FO (une centaine de personnes) et celui de Solidaires (aussi une centaine de personnes). Pour notre cortège, nous avons pu apprécier la présence de nos camarades de SUD PTT venus nombreux. A noter aussi une bonne présence de militant-e-s de SUD Santé (notamment de la section Careiron), de SUD éduc ainsi que Solidaires Retraité-e-s. Ci dessous la prise de parole de Solidaires en début de manifestation.

Annulation du Pacte de Responsabilité et du Plan d'Austérité !

Alors même que le résultat des élections municipales, véritable camouflet pour le Parti socialiste au pouvoir, auraient pu conduire le gouvernement à tourner le dos aux politiques libérales et à réorienter sa politique pour répondre enfin aux attentes des salarié-es, des jeunes, des retraité-es et des chômeurs/chômeuses, c'est le contraire qui se produit !

Le Premier Ministre a confirmé le choix de mettre en œuvre un plan d'austérité sans précédent !

Cela va se traduire par un nouveau transfert des revenus des ménages, y compris les plus défavorisés, vers les entreprises, y compris les plus riches.

Les 50 milliards d'économies annoncées seront réalisées à hauteur de 18 milliards sur le budget de l'État, 11 milliards sur les Collectivités territoriales, 10 milliards sur l'assurance maladie et 11 milliards sur les autres dépenses de protection sociale.

Les 50 milliards d'économie décidés par le gouvernement, sont décidé au nom d'une dette de l'État et de la Sécurité Sociale créée artificiellement.

Nous le savons tou-te-s, cette dette est la dette des banques qui étranglent et rackettent les États, les hôpitaux, les collectivités territoriales. Cette dette n'existe que parce qu'il est fait obligation au secteur public de financer ses emprunts auprès des banques privées auxquelles la banque centrale prête à 1%.

Ces banques prêtent aux États, aux hôpitaux, mairies, universités à des taux usuraires, honteux et rétribuent leurs actionnaires grasement au détriment du reste de la population.

Cette dette est illégitime elle n'est pas la nôtre. Ce n'est pas à nous de payer

Pourtant ce sont les ménages, les salarié-es, les chômeurs /chômeuses et les retraité-es qui vont être mis à contribution : -

poursuite du gel du point d'indice dans la fonction publique (gel depuis 2010 sous Sarkozy) ;

- gel de la revalorisation des prestations sociales pendant 18 mois ;

- gel de la revalorisation des retraites pendant 18 mois

- remise en cause des augmentations de certains minima sociaux comme le RSA qui avaient été annoncées lors de la Conférence sur la pauvreté ;

- poursuite des suppressions d'emplois dans la Fonction publique (sauf dans l'Éducation Nationale, la police et la justice) ;

- mise à mal des services publics.

Ces économies visent à faire financer par les salarié-es, par les fonctionnaires, par les retraité-e-s les cadeaux faits aux entreprises sans aucune contre-partie : le crédit impôt compétitivité (20 milliards) et l'allègement des cotisations patronales pour la branche famille (10 milliards).

Toutes ces économies impacteront inmanquablement les budgets des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux, qu'ils soient publics ou privés et donc les masses salariales.

A cela il faut ajouter, pour le secteur social, des coupes sombres dans les budgets sociaux des collectivités territoriales qui vont se traduire par un vaste plan de licenciements à travers tout le pays. La courbe du chômage n'est pas prête de s'inverser !

La poursuite du gel du point d'indice dans la fonction publique et le blocage des salaires dans la branche des associations sanitaires et sociales entraînent que les plus bas salaires sont rattrapés voire dépassés par les augmentations du SMIC, la pauvreté et la précarité s'installent partout...

La fiscalité des entreprises va baisser alors que la remise à plat de la fiscalité des ménages annoncée en décembre est passée à la trappe.

Ce n'est pas à nous de payer !!!

Cette politique s'inscrit complètement dans l'exigence du Medef de baisse du « coût du travail » sans remettre en cause une seule seconde le « coût du capital ». Elle est conforme aux directives européennes qui vi-



sent à en finir avec ce qui reste de modèle social en France comme en Europe.

Or ces politiques d'austérité ne sont pas de nature à permettre une relance économique. Au contraire, elles contribuent à une logique de récession, qui conduira à de nouveaux déficits publics... et à de nouvelles mesures d'austérité comme c'est le cas dans les pays européens qui ont subi des politiques de ce type !

Le gouvernement répond aux exigences du patronat qui va continuer à exiger toujours plus !

Pour l'Union syndicale Solidaires, c'est d'une autre politique dont nous avons besoin, une politique qui mette la priorité sur les droits sociaux, l'emploi, l'augmentation des salaires, l'amélioration de la protection sociale et des services publics. Cela passe né-

cessairement par un autre partage des richesses, un autre partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits. Le *plan d'austérité* annoncé par Valls est indissociable du *Pacte de responsabilité*. Il ne nous semble pas cohérent de manifester le premier mai contre celui-ci et de ne plus le contester le quinze mai.

Ni plan d'austérité pour nous appauvrir, ni pacte d'irresponsabilité pour le Medef et les actionnaires : ce n'est pas à nous de payer leur crise!!! Ensemble battons nous pour la redistribution des richesses!

Assez de cadeaux au Patronat ! Assez de coups bas contre les salariés ! Chômeurs, retraités, ménages... Ensemble construisons la Mobilisation !

Solidaires 30

Solidaires Finances Gard en grève le 20



30% des agents de la DGFIP étaient en grève le 20 mars (28,26% dans le Gard avec 5 structures fermées au public). Cette journée de grève avait pour objectif de défendre un service public, essentiel au fonctionnement de l'action publique et à la vie en société, qui a payé un lourd tribut en matière d'emplois (30 000 postes ont été supprimés depuis 2012). Cette journée posait aussi la question des conditions de travail car, dans le même temps, la charge de travail et sa complexité ont explosé).

Une manifestation était organisée à Toulouse (notre direction interrégionale) ; 2000 personnes y ont participé. Plusieurs manifestations ont eu lieu en régions; la grève étant interministérielle (les finances avec les douanes), à Paris la manifestations a rassemblé entre 4000 et 5000 personnes.

Nous invitons les agents à refuser la résignation et à poursuivre leur implication par la participation aux grèves, aux manifestations et aux actions syndicales et revendicatives à venir.

Isa (Solidaires Finances Gard)

Rassemblement pour l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires

Mercredi 18 juin à 17h30, un rassemblement était organisé à l'initiative de l'intersyndicale gardoise des syndicats enseignant-e-s et personnels territoriaux SUD-FO-CGT.

Depuis 2 ans, contre cette réforme des rythmes scolaires, la mobilisation des enseignants, des employés communaux, soutenus par les parents est historique avec trois grèves réussies, des rassemblements, des pétitions... Des centaines de communes expriment leur opposition. Le nouveau ministre, Benoît Hamon, pour tenter de « sauver » la réforme Peillon, parle d'« assouplissement » et publie un décret complémentaire d'adaptation...qui pousse encore plus loin la territorialisation de l'École contraire aux principes de la République.

Le dispositif Hamon permet en partie aux communes d'organiser le temps scolaire. Chaque maire peut définir de manière dérogatoire la durée de chaque journée, de chaque semaine. L'accord du ou des conseils d'école est nécessaire, ce qui est nouveau par rapport au précédent décret mais c'est une remise en cause du calendrier national des congés scolaires.

Les horaires des enseignants pourraient donc être définis commune par commune. Le décret statutaire fixant nationalement les obligations de services en heures hebdomadaires d'enseignement (aujourd'hui 24 heures) serait de fait, remis en cause, puisque certains pourraient « récupérer » des heures sur les vacances.

Le possible regroupement des activités péri-scolaires sur une après-midi confirme que les « rythmes de l'enfant » sont bien loin des préoccupations ministérielles.

Sont toujours à l'ordre du jour l'exigence d'un retour à une stricte séparation du scolaire et du péri-scolaire

et l'exigence du respect des locaux et des matériels scolaires, en particulier des salles de classe.

La généralisation de cette réforme ne doit pas avoir lieu. Nous demandons la suspension immédiate de l'application de cette réforme et l'abrogation des décrets Peillon-Hamon.

Dans notre département, comme ailleurs dans le pays, notamment dans la région parisienne, des écoles se mobilisent, des communes prennent position contre la réforme.

A **Vallabrègues**, la municipalité a pris position contre l'application de la réforme à la rentrée. Les parents d'élèves, avec leur association locale, ont occupé l'école mardi 13 mai pour exprimer leur refus. Le maire et la présidente ont écrit une lettre commune au préfet pour que la réforme ne soit pas appliquée à la rentrée.

Avant les vacances, les parents d'élèves de **Jonquières-St Vincent**, soutenus par la Mairie, avaient occupé les écoles pour manifester eux aussi leur refus de voir appliquée la réforme.

A **Beucaire**, des enseignants ont décidé d'appeler les parents d'élèves à une AG de parents et enseignants.

A **Villeneuve-lès-Avignon**, en lien avec la mobilisation des parents de **Pujaut** (occupation de l'école), le 23 avril, les enseignants ont réuni des parents. Ils ont décidé d'appeler ensemble à une réunion le 21 mai à 19 h avec pour objectif « d'engager une démarche collective parents d'élèves/corps enseignant pour porter la demande d'abrogation de la réforme auprès des pouvoirs publics ».

A **Bouillargues**, après une réunion d'information pour les parents qui s'est tenue en maternelle, ceux-ci ont décidé de prendre en main une pétition demandant à la municipalité de délibérer dans le sens de l'abrogation des décrets Peillon-Hamon.

Le conseil municipal du **Martinet** conteste la mise en place du décret Peillon et demande son abrogation pure et simple.

A **Nîmes**, la municipalité demande un moratoire de l'application du décret.

A **Alès**, la municipalité ne mettra pas en place les TAP et organiserait un accueil gratuit de 8 h 20 à 8 h 50 et de 16 h 15 à 16 h 30.

La détermination à poursuivre la mobilisation est intacte pour obtenir que la réforme des rythmes scolaires ne soit pas appliquée. La rentrée s'annonce chaude...



« Collège mort » à Remoulins : Un exemple de mobilisation réussie



Remoulins, est une petite ville du Gard, lieu de passage privilégié entre le Languedoc et la vallée du Rhône très connue pour son célèbre pont (Le Pont-du-Gard) .

Son collège qui était initialement prévu pour 500 élèves en accueille cette année scolaire plus de 700 dans des conditions très précaires pour les élèves et le personnel. A titre d'exemple, le collège possède une cantine de 150 places utilisées par 680 demi-pensionnaires, une cour prévue pour 300 élèves et du personnel non enseignant en sous-effectif quasiment jamais remplacé.

La touche finale à ce tableau a été apportée par l'Inspection académique qui, à effectif d'élèves constant, annonce la suppression de 45 heures d'enseignement sur la dotation horaire pour la rentrée prochaine et des prévisions d'effectifs en augmentation de 29 à 30 élèves par classe. Les parents d'élèves et les enseignants du collège ont refusé par deux fois de voter pour cette DHG (Dotation Horaire Globalisée) inacceptable et injuste.

Rassemblement devant l'Inspection académique et manifestation

Il s'en est suivi un rendez-vous avec la directrice adjointe de l'IA chargée des collèges et un de ses collaborateurs responsable des moyens. Après un bref tour de table, le ton était donné , « *Nous sommes conscients de vos difficultés mais nous n'avons pas de moyens supplémentaires à vous accorder et de plus vous n'êtes pas les seuls* ». La dotation attribuée pour les 54 collèges du Gard est revue à la bais-

se cette année et l'ouverture du nouveau collège de Gallargues et la mise en place de l'enseignement prioritaire dans le département se feront à moyen constant.

Plus de 50% des collèges du Gard se sont mobilisés et ont été reçus en délégation par l'IA. Accompagnés pour la plupart par la FSU. L'administration se dit soucieuse de la situation mais ne peut rien faire et ne veut rien faire.

Nous ne pouvons tolérer cette politique de gestion au cas par cas qui a pour effet de mettre en opposition les établissements entre eux. Le problème est global et les effets d'annonce du gouvernement concernant la priorité donnée à l'Éducation Nationale ne sont pas suivis d'effets. Encore une promesse qui n'est pas tenue.

Le collège de Remoulins a décidé de se mobiliser et a organisé à l'initiative des parents une journée collège mort le mercredi 23 avril pour dénoncer la perte inadmissible de moyens horaires et le dialogue de sourd engagé avec l'Inspection académique du Gard depuis plusieurs mois.

Très forte mobilisation des parents et des enseignants. 4 ou 5 élèves étaient présents dans l'établissement avec autant de profs pour les accompagner dans leur collaboration avec notre administration.

Après un café offert par les parents d'élèves devant l'établissement, les élèves, les parents, les enseignants et quelques élus ont manifesté dans la ville (environ 130 personnes) pendant plus d'une heure .

La journée s'est terminée par une simulation d'une classe surchargée en plein air avec un appel à maintenir et élargir la mobilisation.

L'action menée était intersyndicale et résulte d'une lutte de plusieurs mois. Elle a montré la détermination

des collègues et des parents, mais sans une coordination avec les autres établissements, nos revendications ne dépasseront pas le pont du Gard.

Abderrahmane (SUD éducation 30)

Collège Jean Vilar (Saint-Gilles) en lutte



Le jeudi 22 mai 2014 les personnels du collège Jean Vilar de Saint-Gilles se sont mis en grève pour protester contre le manque de moyens alloués à leur établissement, pourtant classé en éducation prioritaire.

Le mouvement massivement suivi (85% de grévistes) était soutenu par les représentants de parents d'élèves. La mobilisation des personnels fait suite à une agression dont a été victime l'une d'entre eux le jeudi 03 avril dernier.

Pour les grévistes c'est le manque de postes de surveillants et l'inadaptation des locaux qui ont rendu possible cet incident.

Les personnels et les parents d'élèves revendiquent :

- **Le rétablissement d'un poste et demi de surveillant supprimé depuis 2012**
 - Le rétablissement des 22h de DHG supprimées pour la rentrée 2014
 - Un aménagement et une sécurisation de la loge d'accueil
 - La création d'une salle de permanence.

Jean Baptiste (SUD éducation, collège Jean Vilar)

Les profs « racailles » refusent de siéger au Conseil administration

Le conseil d'administration du lycée professionnel Paul-Langevin du mardi 17 juin a été reporté. Des professeurs ont refusé de siéger aux côtés de Julien Sanchez, maire FN de la commune de Beaucaire (Gard) et de deux de ses adjoints.

Dès l'ouverture de la séance, Marion Rosario, militante de SUD éducation 30, a lu une lettre au nom de ses collègues, rédigée et validée lors d'une réunion des enseignants. "Notre travail de pédagogues nous conduit à enseigner la tolérance, la laïcité, les valeurs du vivre ensemble. Ce ne sont pas les valeurs du Front national : la dernière polémique sur les propos racistes et antisémites de Jean- marie Le Pen sur « la four-née », en témoigne une fois de plus", explique Marion Rosario.

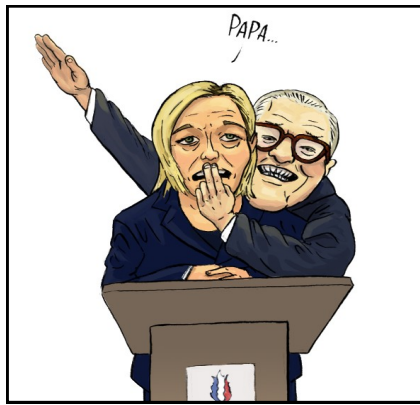
Aussitôt leur missive délivrée, les sept enseignants ont quitté la salle comme la décision en avait été prise en assemblée générale des profs. Le conseil d'administration ne pouvant dès lors valablement délibérer, faute

de quorum, a été annulé et reporté au lundi suivant.

Le lendemain M. Sanchez, maire de Beaucaire, s'est répandu dans la presse, notamment dans Le Figaro. Il a notamment déclaré : « Ce ne sont pas quelques syndicalistes enseignants sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de "racailles", qui impressionneront la municipalité. ».

Ces propos, insultants et méprisants sont inadmissibles de la part d'un élu de la République. Ils confirment que le FN est un parti vindicatif qui ne sait affronter ses opposants que par la violence. Verbale ou physique (comme de nombreuses affaires l'ont démontré par le passé). Il est particulièrement préoccupant qu'une personne capable de tels propos envers des représentants démocratiquement élus des personnels soit en charge de l'éducation des enfants, notamment via le rôle que jouent les municipalités dans le 1^{er} degré.

Sud éducation 30 s'étonne que le Rectorat, qui doit la protection juridique à ses personnels, ne se soit pas positionné sur les propos inqualifiables de M. Sanchez. Ce comportement confirme notre position : il est urgent de combattre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques. Sud éducation 30 condamne l'attitude agressive



et les propos insultants du maire Front National de Beaucaire. Nous exprimons toute notre solidarité envers nos collègues du lycée Paul Langevin de Beaucaire.

SUD éducation 30.

SUD Santé- Sociaux 30 : « En avril, ne te découvre pas d'un SUD ! »

Le mois d'avril a été riche pour notre syndicat SUD Santé-Sociaux du Gard. En effet, l'actualité a été conséquente et plutôt positive dans l'ensemble.

Point fort : notre 6 ième congrès départemental s'est déroulé à Nîmes, toute la journée du 8 avril. Vingt personnes représentant 12 sections (3 de la Fonction Publique Hospitalière et 9 du secteur privé) ont fait le bilan du dernier Conseil Syndical Départemental, discuté des orientations à venir, modifié quelques points statutaires (et non des moindres!) ou encore réfléchi à notre intervention dans Solidaires 30. Sur ce dernier point, des motions seront proposées à la prochaine Assemblée Générale de Solidaires 30 (le 20 mai à Saint Génies de Malgoires) afin de fluidifier des relations parfois un peu tendues ces derniers mois.

Concernant notre syndicat, nous constatons un développement intéressant dans le secteur privé (19 sections à ce jour) et un essoufflement au niveau de la FPH. En effet, nous n'avons pas réussi à monter de section dans des établissements de la FPH alors qu'il s'agissait d'un objectif prioritaire en vue des élections à venir. Le nombre d'adhérents est en constante augmentation, nous sommes à quelque chose près 215. Un nouveau Conseil Syndical a été élu, le secrétaire départemental a changé, il s'agit à présent de BOSCARIOLS James (FPH CH d'Uzès). Bonne chance pour la nouvelle équipe, car il y a du boulot!

Dans un autre registre, 8 adhérents ont participé à une formation sur les Instances Représentatives du Personnel (IRP) organisée sur trois jours par Solidaires 34 à Montpellier. Ces adhérents, nouveaux pour la plupart, ont fait d'excellents retours de cette formation.

Enfin, 3 nouvelles sections ont été créées : une dans la maison de retraite « les Opalines » à Bernis, et deux à Nîmes : dans l' EHPAD « Indigo » de la Croix Rouge Française et dans une association qui prend en charge des adultes handicapés (APAJH 30).

TAIS TOI ET BOSSE



TAIRE NOS REVENDICATIONS POUR EUX C'EST DE L'ARGENT

Nous obtenons également des résultats satisfaisants (des élus DP et CE) aux PEP 30 où nous sommes implantés au Grau du Roi et à Pont Saint Esprit et ce malgré un contexte délétère et une CFDT puissante.

Deux réunions se sont également tenues sur Alès. Soutenus par Jean MARIEL (secrétaire départemental de Sud Santé-Sociaux 34 et négociateur pour la convention collective 66), nous

avons rencontré une vingtaine de salariés de l'association ARTES (notre plus grosse section du privé où SUD est majoritaire devant la CFDT) afin de répondre à leurs questions sur l'évolution de leur convention, l'ANI, etc. Nous avons enchaîné sur une réunion/apéro-dîatoire dans un petit bar pour informer des salariés qui veulent monter une section SUD dans leur association (80 salariés) où le droit du travail n'est pas respecté.

Des tractages ont eu lieu dans des établissements de la FPH afin de préparer les élections qui auront lieu fin 2014.

Nous avons aussi participé à de nombreuses commissions fédérales à Paris : BASS, FPH ou encore IFET SUD (formation), liens indispensables entre le département et la Fédération mais coûteuses en

temps et en énergie.
Bref, un mois d'avril chargé qui laisse présager un joli mois de mai !

Dernier point sur notre activité : le jeudi 15 mai (de 20h à 23h), à l'initiative de l'Union Syndicale de la Psychiatrie et de la section SUD Santé-Sociaux du

Mas Careiron et avec le concours de la Ligue des Droits de l'Homme, a organisée une projection-débat du film « les fauteurs de troubles ».

SUD Santé-Sociaux du Gard

Grève à l'IFME



80 % du personnel de l'Institut de formation aux métiers éducatifs en grève

La section syndicale Sud Santé -Sociaux l'IFME (*Institut de Formation aux métiers Éducatifs*) avait déposé ce vendredi 20 juin auprès de la direction un préavis de grève.

Le jour J : 80 % du personnel de l'Institut de formation aux métiers éducatifs s'est mis en grève avec un rassemblement en

matinée devant les locaux situés chemin de Bachas. Il s'agissait pour la trentaine de salariés, formateurs-trices de travailleurs sociaux et personnel administratif, de dénoncer des décisions prises par leurs dirigeants qui ne pérennisent pas certains postes de formation.

Cet organisme de formation, financé à près de 70 % par la Région, forme plus de 450 étudiants du Languedoc-Roussillon mais aussi du Rhône et de Midi-Pyrénées chaque année.

Cette action vient répondre à l'exaspération des salarié-e-s de l'établissement devant :

- l'absence de réponse de l'association employeur à un certain nombre de demandes et de revendications
- l'opacité entretenue face à évolution institutionnelles

Ce mouvement intervient dans un contexte préoccupant pour le travail social en général et pour la formation travailleurs sociaux en particuliers.

Cette mobilisation bénéficie du soutien de la section syndicale SUD Santé-sociaux de l'IRTS Languedoc-Roussillon.

Jean-Marc et Édouard (SUD Santé-sociaux 30)

Crédit Agricole : Mais où est donc passé le « Bon sens » ?

Il fut un temps où le Crédit Agricole communiquait sur « Le bon sens près de chez vous ». Aujourd'hui, force est de constater que c'est loin d'être la réalité.

En effet, dans une logique d'économies d'échelles et de regroupements de moyens qui se traduira au final par la dégradation des conditions de travail et des suppressions d'emplois, la "banque verte" a lancé il y a quelques années un vaste chantier pour unifier ses

différents systèmes informatiques.

Ce projet dénommé "NICE" (Nouvelle Informatique Convergente et Évolutive) a été mis en place mi-octobre 2013 au Crédit Agricole du Languedoc qui regroupe les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et de la Lozère.

Tous les salarié(e)s se sont impliqué(e)s sans compter, ont été "sur le pont" du début à la fin : identification



des problèmes, formations, tests, certifications, bascules à "blanc" et pour finir bascule définitive; tout cela, pour permettre un passage en

douceur à la nouvelle informatique et le moins perturbant possible pour les client-e-s.

En fin d'année, tous les collègues étaient fatigués,  reint s et souvent épuisés.....en guise de remerciement la Direction Générale n'a rien trouvé de mieux que de supprimer la traditionnelle fermeture de l'après-midi du réveillon de Noël qui permettait à tout un chacun de préparer sereinement Noël en famille.

Toll  général de tous les syndicats et fort mécontent-

tement des salarié(e)s... sentiment d'injustice, de manque de considération, interrogations, incompréhension, frustrations ...

La Direction n'en d mord pas. Trois syndicats, dont SUD, décident de lancer une grève de deux heures un jeudi matin au moment de la sacro-sainte "réunion commerciale hebdomadaire" afin de mettre la pression et faire reculer la direction.

Malgré les efforts de l'employeur pour "saper la grève", mais aussi et c'est aberrant d'un "syndicat accompagnateur", cette action a été suivie par un certain nombre de salarié(e)s.

Cette mobilisation a portée ses fruits, mais attention, la Direction n'a négocié qu'avec les syndicats non gr vist s !!!...mais où est donc le "bon sens" ?

Seule la lutte peut changer le cours des choses !

AG annuelle de Solidaires 30 Débattre pour avancer



Mardi 20 Mai,   Saint G n s de Malgoires, se tenait l'AG annuelle des adh rent-e-s de Solidaires 30.  taient présent-e-s des représentant-e-s de SUD  ducation, SUD Santé -Sociaux, Solidaires Finances, SUD Mairie, SUD Crédit Agricole, SUD Conseil Général, SUD STDG (Transports garadois), Solidaires retraité-e-s, SUD PTT.

Après une matinée consacrée au compte rendu d'activité du bureau et de la tr sorierie, un point d'information de notre mandat au CESER, puis un tour de table de l'action menée cette année écoulée par les différents syndicats, l'après midi a été consacrée aux discussions autour des 7 résolutions portées par SUD  ducation et SUD Santé-Sociaux.

Résolutions et propositions d'actions

Au niveau des décisions des points incontestablement positifs qui montrent une volonté collective d'avancer afin de construire Solidaires 30 :

La volonté de **reactiver et dynamiser les UL** des petites et moyennes villes (Uzès, Saint Gilles, Beaucaire, Alès) avec mise en place d'un listing des militante-e-s et adh rent-es des différents syndicats pour une mise en contact ;

Le **soutien à SUD PTT et aux gr vist s de SUD PTT 92** avec une action symbolique, à la rentrée de septembre, devant la un Bureau de poste de Nîmes contre la répression et diffusion dans le maximum au cours du mois de juin d'un tract sigl  SUD PTT 30 et Solidaires 30 à l'adresse des usagers et des salarié-e-s de La Poste sur les restructurations dans les bureau du Gard ;

La validation d'une « **semaine d'action contre l'extrême droite** » de Solidaires 30, en octobre 2014, avec entre autre des diffusions massives d'un quatre pages contre l'extrême droite, une formation VISA (Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes) le vendredi 10 octobre et un meeting public (unitaire si possible) "Syndicalistes contre l'extrême droite" ;

La validation de l'idée d'une **fête de Solidaires 30** au printemps 2015 ;

La confirmation de nous inscrire pleinement dans la **campagne "Les capitalistes coûtent cher"**. Des diffusions des 5000 exemplaires du quatre pages produit par la Commission campagne seront réalisées.

La réaffirmation de la nécessité d'une présence régulière des syndicats aux **plénières du conseil syndical** tous les 15 jours afin de donner une légitimité démocratique à nos prises de décision collectives.

La décision de créer une **caisse de solidarité** en soutien aux syndicats en cas de répression syndicale ou de grève.

Jérémie (Solidaires 30)

A la rencontre des retraité-e-s de SUD Rail...



La rencontre annuelle de la *Liaison nationale des retraités de Sud-Rail* s'est tenue à Roquebrun (dans l'Hérault près de Béziers-sans-linges-aux-fenêtres). *Solidaritat*, la revue de Solidaires 30, principalement animée par des militant-e-s de Solidaires retraité-e-s, y fut invitée afin de présenter son action auprès des camarades cheminots (une soixantaine) qui se réunissaient en cette *session de formation décentralisée* de plusieurs jours. Organisation fort conviviale et décontractée comme nous le verrions par la suite, malgré les apparences de son appellation.

Donc Jacques, Joël et Frédéric se sont rendus à Roquebrun le 3 juin. Après une intervention très intéressante de camarades de la *Confédération Paysanne* sur les *OGM*, les pesticides et une *autre agriculture*, nous avons pu sans grand problème définir le projet de *Solidaritat* à la suite de la discussion. Notre proximité avec la *Confédération paysanne* et les *Faucheurs Volontaires*, nos articles sur la Palestine et le Mexique, nous ont permis d'effectuer plus facilement la transition militante qui convenait..

Après avoir abordé tous les aspects de *Solidaritat* (que vous connaissez bien !) et insisté sur la *Charte d'Amiens* (notre tube !) à laquelle nous avons ajouté la nouveauté de la dernière déclaration de *Solidaires* : la *démocratie, c'est prendre nos affaires en mains !* (suite aux élections européennes) – 1^{er} à notre hit-parade -, le débat s'est déroulé dans un climat fraternel, autour de la politique immédiate : c'est-à-dire la place du *Front National* (surtout après l'explication de notre démarche à l'encontre des *Identitaires* de tous bords). Nous pouvons retirer de ces échanges, une inquiétude envers la fonction et le rôle des représentations politiques, y compris celles de la *Gauche* (sans parler du gouvernement totalement discrédité par le *Pacte de Responsabilité*, le *TAFTA* et les *retraités*). Nous pouvons aussi en déduire que si le *Front National* s'appuie sur les médias (son score peut facilement être réduit à 10%) ; sa véritable opposition réside dans le mouvement social (en période de lutte, il se terre sous les chaises !). Cela ne nous empêche pas de nous interroger sur les statistiques de *l'Huma* qui donne un chiffre de 27% de sympathisants (?) de *Solidaires* électeurs, aux Européennes, du *FN*.

En rapport à notre référence *occitane*, quelques questions ont été posées, notamment au sujet de la *Nation*, avec les incertitudes et doutes habituels et compréhensibles, provenant d'une influence *jacobine* toujours présente et latente malgré la Commune. Mais c'est d'abord un débat général à avoir tous ensemble à *Solidaires* ! Comme nous y invite d'ailleurs son dernier congrès qui se tenait au même moment !

Nous avons également rappelé (et là nous sommes bien rodés !) que *l'autogestion* était surtout dans l'auto-organisation des luttes, la démocratie interne des syndicats et dans les comités de grève ! Nous prêchions à des convaincus mais cela fait toujours plaisir de s'entendre sur ces questions vitales !

Comme entre tous vieux qui se respectent, la discussion a évoqué les jeunes qui n'ont aucun exemple de « victoires » depuis au moins 1995, cela expliquant beaucoup de choses ! Ensuite, (au cours du repas, en petits comités, dans les couloirs) – et il faut le dire ! –

le danger éventuel d'une *bureaucratisation* d'un nouveau genre (*technique, froide et informatisée*) a été souligné. Mais faut-il insister sur le fait que tous ces soucis émanaient de vieux militants de la classe ouvrière dont d'ailleurs l'ambiance chaleureuse et

l'organisation collective de la rencontre étaient la réelle expression ?

Nous avons donné une cinquantaine de revues (déjà très appréciées par certains camarades) ; nous sommes repartis avec quelques exemplaires de *Le lien*, le journal mensuel de la *Liaison retraités-e-s*, et de la brochure : *Le mouvement ouvrier en France*, réalisée par des camarades de la *section retraités de l'Union Solidaires Transports Nord-Pas-de-Calais* (*Solidaritat* est internationaliste !).

Dans la situation morose actuelle, cette rencontre nous a permis de remettre nos vieilles pendules à l'heure ! Avec le *tic* de l'optimisme et le *tac* du pessimisme ! Dans le *temps* de la *lutte de classe* !

Et nous remercions encore les camarades de la *Liaison nationale des retraité(e)s de Sud Rail* pour leur accueil amical, leur écoute et la qualité des débats : Claude, Michel, Yves, Alex, Gérard, Guy, Christian....et tous les autres.

Frédéric

(Solidaires Retraité(e)s 30 - UNIRS)

Solidaires 30 participe à la campagne « esclavage = réparations ! »



Alors que le principe de réparation est toujours nié par l'État français, l'esclavage et la traite négrière, puis les formes d'exploitation plus récentes des peuples dominés sont encore présentés sous le seul aspect mémoriel.

Un appel unitaire sur cette question, auquel a participé activement Solidaires, a vu le jour.

Le 10 mai 2014 des rassemblements à Paris et à Nantes ont eu lieu afin de porter l'exigence d'un vrai débat pour une politique de réparations, à l'occasion de la journée « commémorative du souvenir de l'esclavage et de son abolition ».

A Nîmes, en complément de notre participation active à la journée d'action Fonction publique, le 15 mai, de 12h à 14h, Solidaires 30 appelait à un rassemblement avec diffusion du tract du collectif unitaire.

Nous étions une quinzaine de militant-e-s. Nous avons diffusé 300 tracts puis, malgré le vent, apprécié le pique-nique tendance charcutaille, fromage de chèvre et fougasse !

Jérémie (Solidaires 30)

Assassinat de Clément Méric : un an après, ni oubli, ni pardon



Samedi 21 juin à 11h une manifestation unitaire contre l'extrême droite a eu lieu à Nîmes.

Cette manifestation, à l'initiative à l'origine de Solidaires 30, avait pour but premier de commémorer le meurtre il y a un an de notre camarade Clément Méric.

Plus généralement, le but était aussi de marquer le terrain et de donner de la visibilité à la résistance antifasciste et antiraciste dans notre département marqué par des scores records du FN lors des dernières élections.

Nous étions certes pas aussi nombreux-euses (environ 150) que l'on aurait pu l'espérer en lien avec les enjeux de ce combat, le cortège était néanmoins dynamique au rythme de slogans scandés sans interruption tout au long de la manifestation : "Justice pour Clément, le fascisme ne passera pas", "Antifascistes, antiracistes, c'est chaud pour les fachos", "Uni-e-s contre l'extrême droite et les néonazis", "Contre l'extrême droite et la misère, c'est la lutte sociale qui est nécessaire".

Cette manifestation a réuni des sympathisant-e-s et des militant-e-s de SUD-Solidaires, de la CNT, de l'AL, du PCF, des JC, de la LDH, de la FA, d'Ensemble et du NPA. Notons aussi la présence de

membres des Gladiators, groupe ultra antifasciste du Nîmes Olympique.

A la fin de la manif, un apéro-antifa a été offert aux participant-e-s.

Les organisations à l'appel de la manifestation discuteront à la rentrée de la création, indispensable, d'un Comité unitaire contre l'extrême droite qui s'inscrira dans la durée.

Continuons, luttons, luttons ensemble, tous ensemble !

Ci dessous, le texte unitaire qui a été lu par Yves (CONEX) avant le départ de la manifestation :

« Il y a un an Clément Méric, jeune militant antifasciste de 19 ans, tombait à Paris sous les coups de militants néo-nazis.

Clément n'a pas été assassiné seulement par une bande de fascistes. Il n'a pas été assassiné seulement par l'extrême droite reconnue comme telle. Clément est plus largement la victime de la montée à grande vitesse des idées les plus nauséabondes et de leur banalisation, en France et ailleurs en Europe.

Clément a aussi été tué par le racisme, la xénophobie, l'islamophobie. Cela fait des années que l'islamophobie occupe l'espace politique et médiatique accompagné de son lot de menaces, de vexations, d'agressions de plus en plus violentes.

Clément a également été tué par l'homophobie. Nous avons vu l'homophobie défiler dans nos rues sans complexe pendant des mois. Une homophobie qui, on l'a vu aussi, va de pair avec un racisme décomplexé comme l'a montré la polémique autour de la comparaison de Taubira à une guenon.

La bête immonde ne naît pas seule. L'arrogance dont fait preuve l'extrême droite, encouragée par ses succès électoraux, est permise par et se nourrit des discours et des pratiques racistes et xénophobes provoquant également du pouvoir.

Le fascisme se nourrit des peurs face à l'avenir : 5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, 3,5 millions de mal logé-es, accroissement de la précarité,



conditions de travail dégradées, licenciements, fermetures d'entreprises... Face à l'explosion des inégalités et aux politiques d'austérité, il faut reconstruire l'espoir collectif en une société plus juste. La question de la répartition des richesses que nous produisons est fondamentale.

Le meurtre de Clément est un crime politique : en tant que tel, il appelle une réponse politique.

Malgré notre douleur, nous ne baisserons pas les bras. Quartiers par quartiers, entreprises par entreprises, services par services, organisons la riposte. Et celle-ci leur sera fatale. Les actes racistes, les agressions fascistes, le rappel à l'ordre moral nous sont intolérables. Imposons par notre unité leur condamnation, imposons par notre force collective notre avenir.

Pas plus que les lois du marché, leur brutalité ne fera fléchir notre volonté de construire l'avenir. Un avenir sans fascisme.

Notre regroupement, loin d'être un ralliement idéologique, nous unit par notre volonté de dialogue, de partage, riche de cette différence porté par l'autre : pas de bouc émissaire.

Le fascisme n'est pas que dans le discours d'une Mari-

ne Le Pen le 1 mai devant l'Opéra. Le fascisme c'est le quotidien qu'éprouve les demandeurs d'asile, les demandeurs de titres de séjours, et leurs enfants, logés dans des taudis quand ils ont encore la chance d'être pris en charge par les institutions, exploités par les passeurs, exploités par des employeurs esclavagistes, privés de tous les droits élémentaires, main d'œuvre idéale pour ce capitalisme vorace.

L'absence de changement de cap gouvernemental dans la politique d'immigration (expulsions massives d'immigré(e)s et de Roms) ne peut qu'entretenir la désignation de boucs émissaires et le cliché de l'immigration comme responsable de tous les maux.

Il est urgent de réaffirmer que l'immigration n'est en rien responsable de la crise, et est au contraire une richesse culturelle, économique et sociale.

Les partis au pouvoir aujourd'hui, qui, dans l'opposition, s'indignaient lorsqu'il y avait des expulsions de sans-papiers, se retrouvent aujourd'hui à les justifier.

Alors qu'ils dénonçaient un « traitement inhumain » des Roms, c'est eux maintenant qui les chassent ou qu'ils parquent dans des conditions indignes comme à Caissargues.

Alors qu'ils prévoyaient le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, ils reviennent sur cette promesse.

Ces renoncements successifs encadrés par des mesures économiques et sociales inspirés des doctrines libérales ouvrent un boulevard à l'extrême droite et plus largement à toute la mouvance réactionnaire.

Honorons Clément militant syndicaliste, militant anti-fasciste.

Continuons, luttons, luttons ensemble, tous ensemble. »

Solidaires 30

Formation VISA dans le Gard en octobre 2014



Le vendredi 10 octobre, Solidaires 30 organise, dans le cadre de sa « semaine d'action contre l'extrême droite », la venue d'un formateur et animateur de VISA (Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes), Sébastien .

Le but de la formation : armer les militant-e-s et adhérent-e-s de Solidaires 30 au niveau pratique et théorique pour combattre l'idéologie nauséabonde du Front National et plus généralement de l'extrême droite.

Cette formation en lien avec le CEFI est accessible à tous et toutes les adhérent-e-s de Solidaires 30. Pensez déjà à cocher cette date dans vos agendas militants et à déposer en temps voulu vos autorisations d'absence auprès de vos employeurs.

Discrimination, racism : Construire des résistances

Création de l'Observatoire contre les discriminations



Nous, syndicalistes solidaires, sommes bien conscients que nos combats essentiels passent par notre engagement avec ceux qui luttent contre toutes les discriminations, : racisme, xénophobie, homophobie, sexismes... qui sont autant de moyens d'enfermer en classant, triant, *discriminant*, faisant éclater les solidarités, poussant chacun dans son individualisme en l'opposant à l'autre, celui qui est différent. Opposition qui renforce la compétition que les patrons ont mis en place pour leur plus grand profit, entre les travailleurs.

« *Quand le frère bat son frère, le patron danse en rond...* » (Brigitte Fontaine).

Alors pour résister à la montée de ces idées malsaines les appels nationaux, les déclarations, rassemblements, manifestations, stages de formation, sont importants, et nous y répondons.

Le 30 novembre 2013 nous avons marché contre le racisme, auparavant le 8 juin nous avons accompagné Clément Méric en nous engageant à ne pas l'oublier et nous ne l'avons pas oublié nous l'avons crié dans la rue ce 21 juin dernier. En octobre (voir ci-contre) nous participerons à la formation animée par VISA..

Nous continuerons à répondre à ces appels mais nous pensons que pour barrer le chemin à ces idées nauséabondes il faut aussi construire des outils qui permettent de résister au quotidien. Des structures permanentes qui tissent des solidarités de proximité, des organisations qui cassent les solitudes parfois désespérées de ceux qui *morflent*, essayant réflexions, railleries, mais aussi parfois des coups, et

qui s'en sortent (mal le plus souvent) par la soumission ou par la colère. La pompe à haine est ainsi amorcée !

Il existe déjà des organisations spécifiques (MRAP, SOS Racisme, Gisti, SOS Homophobie... Pourquoi vouloir créer une structure supplémentaire ?

C'est un point qui a été largement débattu lors des réunions préparatoires, certains participants pensaient qu'un collectif de plus était inutile et ne faisait qu'éparpiller un peu plus la résistance, d'autres au contraire pensaient que c'était l'occasion de faire converger les actions des organisations en place, de mutualiser les pratiques et surtout de donner l'occasion de rencontres et d'échanges avec tous ceux qui s'investiraient.

C'est sur les bases de cette deuxième position que s'est créé l'Observatoire auquel Solidaires 30 a adhéré. Double but : recenser, accompagner celles et ceux qui sont victimes et dénoncer, ne pas se résoudre à oublier, à laisser tranquille les auteurs de propos ou d'actes qui font la litière de la bête...

Genèse de la création de l'Observatoire contre les discriminations

En septembre paraît sur la page Facebook d'un responsable de la police municipale d'Alès un photomontage représentant un individu de dos qui s'essuie les fesses avec un drapeau algérien l'image et barrée par la mention « I hate Algérie ! ». La communauté magrébine est fortement choquée et l'Amicale des Algériens d'Europe dépose une plainte. Plusieurs organisations soutiennent et accompagnent l'Amicale (LDH, UI CGT, Solidaires 30...). L'affaire n'est pas encore jugée. Au cours des rencontres autour de cet événement l'idée de créer un collectif permanent qui associerait largement toutes les organisations, tous les citoyens qui souhaitent s'investir dans la résistance à la montée de l'intolérance qui fait le lit du racisme, cette idée a germé et le mercredi 11 juin une conférence de presse annonçait la naissance de l'Observatoire contre les discriminations.

Première permanence vendredi 4 juillet.

L'UL Solidaires d'Alès adhère et participera au fonctionnement de cet Observatoire Contre les discriminations .

Observatoire contre les discriminations

Manifeste (extrait...)

...Vivre ensemble impose que chaque membre du corps social soit reconnu et respecté. Ceci impose que, réciproquement, chacun se plie à cette nécessité sans exception ni rejet d'ethnie, de nationalité, de religion, de sexe, de handicap ou de maladie.

Il est capital que les autorités politiques, économiques et religieuses contribuent chacune dans son domaine à dénoncer et réprimer toutes dérives racistes, sexistes, xénophobes, islamophobes, antisémites, homophobes. De même que doit être dénoncée et réprimée toute forme d'idéologie qui exclut et/ou discrimine les hommes ou femmes en raison de particularités corporelles, culturelles, d'appartenance ethnique, religieuse... réelles ou supposées.

Ces dérives, ces comportements peuvent prendre diverses formes : injures, propos haineux, actions discriminatoires, attitudes attentatoires à la dignité, pouvant aller jusqu'à l'agression physique.

Nous pensons qu'au delà des réponses spécifiques des associations représentant les diverses communautés, ces formes de violences nous concernent tous. Cibler les discriminations, sous toutes leurs formes, montrer que dans tous les cas il s'agit bien d'atteinte à la dignité, restaurer cette humanité humiliée, c'est la mission que se donne l'Observatoire de lutte contre le racisme et toutes les discriminations.

Les institutions républicaines, l'école pour l'éducation, la justice pour les sanctions, ont un rôle primordial pour barrer la voie à ces idéologies dangereuses, mais ce combat nous concerne tous: voilà pourquoi l'Observatoire invite toutes les citoyennes, tous les citoyens, toutes les organisations qui acceptent ce combat à nous rejoindre pour stopper la montée de ces idées délétères....

C'est juste pour rigoler !!!

Illustration de la nécessité de mettre en place des outils pour contrer la montée des préjugés racistes, xénophobes et de façon générale de toutes les discriminations :

Deux employés de la société de transport nîmoise STCN ont été condamnés pour avoir diffusé via leur page Facebook des images racistes /islamophobes. Je ne rentrerai pas dans les détails, si vous êtes curieux allez voir sur *Midi Libre* du 12 avril vous serez renseignés. (il est question de cochon mis en scène avec des musulmans et de missile pointé sur un groupe de femmes voilées !). D'après ce chauffeur et ce contrôleur c'était des images *humoristiques, des blagues idiotes...* Ben voyons : juste pour rigoler !

Ces deux salariés sont syndiqués à la CGT, dont un élu du personnel qui a d'ailleurs démissionné de ses responsabilités suite à cet événement. Si la CGT condamne les faits, elle soutient les deux employés.

Le grand écart : si la centrale affirme des valeurs claires en terme d'antiracisme elle soutient néanmoins ses syndiqués « *dans l'épreuve* ». La carte syndicale serait-elle une assurance tout risque ? Ces dérapages sont inadmissibles ! Le *contexte professionnel difficile* ne peut en aucun cas justifier ces comportements. Nous appelons les camarades de la CGT et de SUD TCN (qui ne se sont pas exprimés sur cette situation) à se rencontrer pour lever toute ambiguïté.

Jaume (Solidaires Retraité(e)s 30)

Solidaritat n°5 est en route...

La revue trimestrielle de Solidaires 30, *Solidaritat* est en marche. Elle sortira cet automne.

Au sommaire entre autre l'habituelle rubrique "Vie des syndicats" avec des articles de SUD Mairie sur les conditions de travail et de Solidaires Finances.

A lire ensuite : la poursuite des dossiers "psy", "retraites", "antifascisme", "Les révoltes logiques" et une riche rubrique "autogestion".

A lire aussi : un entretien croisé de Christian Mahieux et Annick Coupé sur la fin de leurs mandats à Solidaires National, sans oublier la rubrique "Les recettes radicales".

A lire enfin : un article historique sur la Grande Guerre et les mutineries contre la boucherie de 14-18.

Tout un programme. Les vacances vont être studieuses pour certain-e-s !

Le Comité de rédaction de Solidaritat.

Contact :

Solidaires 30

6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes

Tél/Fax :04.66.36.86.70 - Mail : solidaires.gard@laposte.net